

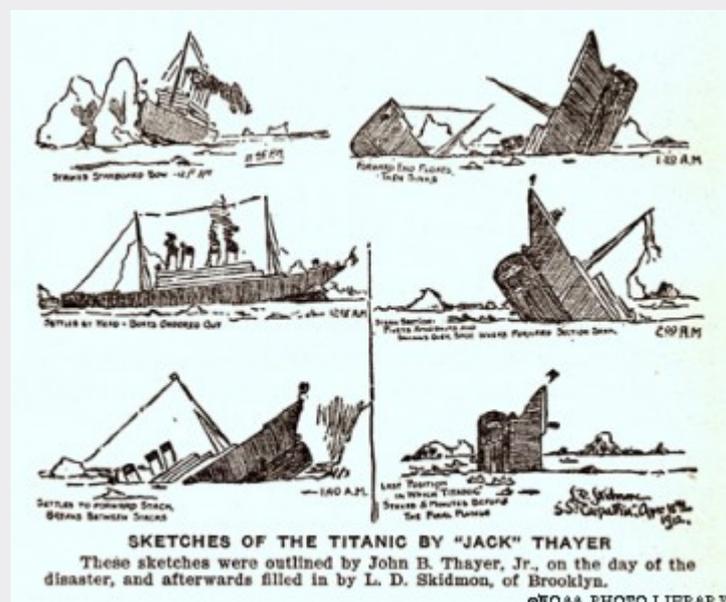
Quand la classe politique française tourne un remake du Titanic



[Source : Le courrier des stratèges (lecourrierdesstrateges.fr)]

Par Edouard Husson

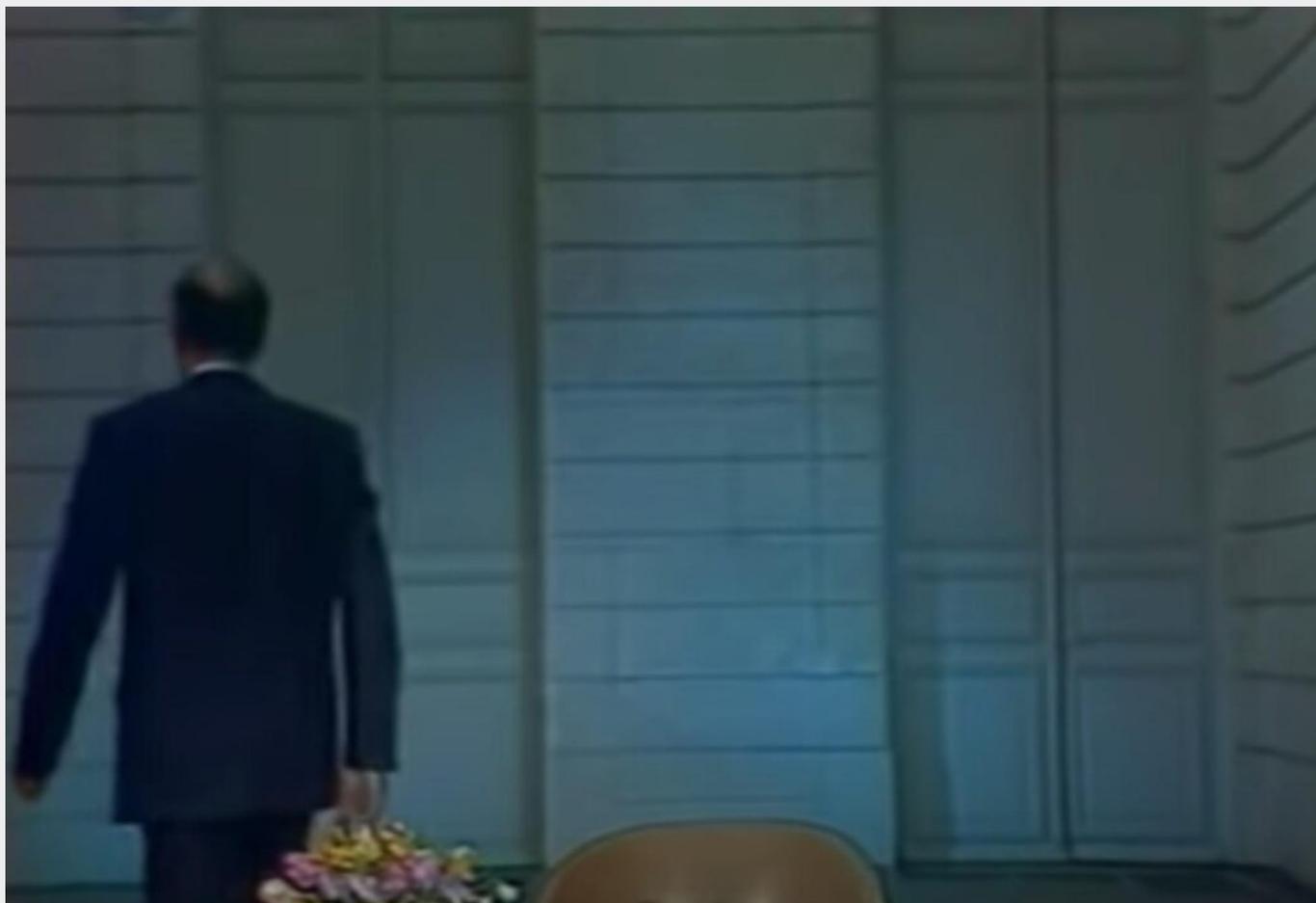
La classe politique française est en train de tourner un remake de « Titanic ». Elle est dans un déni complet de la réalité. Durant la soirée électorale du second tour des élections régionales, on a eu droit à « On a gagné » (LR), « Ce n'était pas notre élection » (LREM) et « la démocratie est en crise » (RN). Mais jamais: nous devons écouter le terrible désaveu que nous infligent les Français. Une classe politique de plus en plus sourde aux messages des Français fait comme ce déni de réalité pouvait durer indéfiniment. Le réveil sera dur et il pourrait bien survenir dès l'élection présidentielle.



A quelques détails près, la soirée électorale des élections régionales aurait pu se tenir en 2015, 2010 ou 2004. Qui aurait pu deviner, arrivant de l'extérieur et entendant, par exemple, Brice Hortefeux, fidèle de Nicolas Sarkozy, faire la leçon à Philippe Ballard du Rassemblement National, que les présidents de conseils régionaux LR (ou apparentés) sortants et réélus ont atteint leur objectif avec à peine plus de 15% des électeurs inscrits et l'abstention de deux électeurs sur trois? Qui aurait pu se douter que nous avons affaire aux membres d'un gouvernement qui a porté la dette publique du pays à 120% du PIB lorsque nous entendions des ministres, sur les plateaux,

deviser aimablement sur leur découverte de la vie politique de terrain et le fait que LREM soit un parti encore jeune, « pas encore enraciné »? Qui se douterait que le Rassemblement National est plongé dans une crise terrible lorsqu'on entendait ses représentants dissenter sur la crise de la démocratie comme s'ils en étaient spectateurs?

Deux Français sur trois, ça vous rappelle quelque chose?



Au commencement, il y avait le rêve giscardien de rassembler « deux Français sur trois » dans une « démocratie apaisée ». Malgré sa défaite à l'élection présidentielle de 1981, l'ancien président en fit même la théorie dans un livre paru en 1984. Le monde était à cette époque en train de basculer dans la « révolution libérale » des années 1980. Ni Giscard, confronté aux chocs pétroliers, ni ses deux successeurs, François Mitterrand (1981-1995) et Jacques Chirac (1995-2007) ne comprirent dans quelle mutation le monde était plongé. Tous les trois prétendirent faire adhérer la France à une Europe plus intégrée et l'ouvrir au monde sans encourager une révolution entrepreneuriale à l'intérieur ni investir massivement dans l'éducation. Au contraire, ils cassèrent avec obstination, à partir de la réforme Haby, le système français d'enseignement secondaire. Ils choisirent, plutôt que l'investissement massif dans l'informatique et la robotique, la solution de facilité de l'immigration de masse ou les délocalisations d'usines. Et le pays commença à se défaire.

Pendant longtemps la montée du Front (aujourd'hui Rassemblement) National fut le thermomètre de la crise toujours plus profonde du pays. En 2002 eut lieu

un terrible choc pour la classe politique: Jean-Marie Le Pen était passé devant le candidat socialiste. Jacques Chirac en ayant profité pour être triomphalement réélu, le déni de réalité reprit; un temps troublé, il est vrai, par l'énergie de Nicolas Sarkozy, qui eut des velléités de changer les choses. Mais le successeur de Jacques Chirac n'eut pas le courage de braver l'impopularité médiatique et il abandonna ses objectifs ambitieux de contrôle de l'immigration. Ce qui suivit, nous le connaissons bien: nouvelle montée en puissance du Front/Rassemblement National sous l'impulsion de Marine Le Pen, l'héritière. Réédition burlesque et brève, avec François Hollande, du mitterrandisme; puis chant du cygne du giscardisme réincarné en Emmanuel Macron, « libéral, centriste et européen ».

Entretiens, le tissu social est de plus en plus déchiré. La part de l'industrie dans la population active française est tombée à 10% (la moitié de l'Allemagne). Emmanuel Macron a bien réalisé le rêve giscardien d'être « élu au centre » par « deux Français sur trois »; sauf qu'il y eut au second tour de l'élection présidentielle de 2017, un Français sur trois à ne pas voter. Et que l'actuel président a en fait été élu par un Français sur trois. Son quinquennat a été si chaotique qu'à moins d'un an de son éventuelle campagne pour une réélection, le président Macron doit constater que c'est maintenant toute la classe politique qui se partage les suffrages d'un tiers des votants, son propre parti n'attirant, à ce scrutin régional, que 3% des inscrits.

L'erreur capitale de Marine Le Pen a fait glisser du vote protestataire à l'abstention



Pendant longtemps, le Front/Rassemblement National était traité par le reste de la classe politique comme un bouc émissaire mais il assumait bien son rôle de rassembleur du vote protestataire. Marine Le Pen, constatant que son père n'avait jamais dépassé 20% des suffrages, a jugé utile de proposer au système politico-médiatique une « dédramatisation » de son parti. C'est une erreur capitale: l'establishment continue à utiliser le Rassemblement National comme un repoussoir. Toute l'énergie que la présidente du parti met à adopter les codes d'une tribu qui la déteste, elle ne la passe pas à travailler pour la France qui crée de la richesse et qui est accablée de règlements et d'impôts. Et elle n'est plus le porte-voix des petits, des laissés-pour-compte, de cette France populaire qui n'est plus protégée depuis quatre décennies. Elle perd donc sur tous les tableaux et confirme qu'il est improbable qu'elle puisse un jour gouverner. Ce faisant, Marine Le Pen a contribué, elle aussi, à l'abstention. On est même dans une situation absurde où des gens qui se

disent de droite, comme Xavier Bertrand ou Renaud Muselier sont prêts à s'allier au pire gauchisme pourvu qu'ils puissent être reconduits dans leurs fonctions. Et pour autant, le Rassemblement National perd des électeurs ou ne les mobilise plus.

La démocratie ne peut fonctionner qu'avec une « droite » et une « gauche » qui ne soient pas de simples étiquettes. Avec des hommes politiques qui fassent ce qu'ils disent et qui disent ce qu'ils font. Avec un pouvoir protecteur des petits et des humbles et sans complaisance pour les puissants qui cherchent à le confisquer à leur profit. Mais il semble bien que la classe politique française de 2021 ait passé le stade de se réformer elle-même.

Le Titanic continue sa course vers l'iceberg de la réalité.